

COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE



LA RUSSIE FACE A ELLE-MEME

L'ENJEU VITAL

COMMANDANT PHILIPPE CEXUS
GROUPE B6
MADEMOISELLE ISABELLE FACON, DIRECTRICE DE MEMOIRE

MARS 2003

FICHE DE PRESENTATION DOCUMENTAIRE

1 – La Russie face à elle-même : l'enjeu vital.

2 – CDT CEXUS Philippe

3 – 28 mars 2003

4 – Division B, Groupe B6

5 – Mémoire de géopolitique

6 – La Russie, en proie à des contraintes géographiques et climatiques extrêmes, fait face à d'importantes difficultés sociales et économiques. Ces domaines tracent, dans le pays, des lignes de fracture et des forces centrifuges qui tendent à le disloquer. Récemment encore, la structure politique et le jeu entre les régions et le centre de la Russie agravaient souvent ces tendances naturelles à l'explosion. La reprise en main du pouvoir central semble donner un signal du rassemblement, mais les défis restent nombreux à relever. Finalement, la Russie est probablement elle-même son pire danger, son enjeu vital.

7 – Mots clés : Russie, sécurité, intérieure, fracture, enjeu

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	- 4 -
1 - L'ESPACE ET LE TEMPS	- 7 -
1.1 - DES CONTRAINTES PHYSIQUES CONSIDERABLES	- 7 -
1.2 – LES DESEQUILIBRES DEMOGRAPHIQUES	- 9 -
2 - UN CORPS ECONOMIQUE ET SOCIAL DELITE	- 13 -
2.1 – LA CRISE ECONOMIQUE	- 13 -
2.2 – LA CRISE SOCIALE.....	- 16 -
3 - DES DEFIS POLITIQUES ET MILITAIRES	- 21 -
3.1 – UNE STRUCTURE POLITIQUE COMPLEXE	- 21 -
3.2 – LA CRISE DU POUVOIR CENTRAL.....	- 23 -
3.3. – LA REPRISE EN MAIN DE POUTINE.....	- 25 -
3.4 – LA DIFFICILE APPLICATION DES REFORMES	- 28 -
3.5 – LE DEFI MILITAIRE	- 30 -
CONCLUSION.....	- 34 -
<hr/>	
BIBLIOGRAPHIE.....	- 36 -

LA RUSSIE FACE A ELLE-MEME

L'ENJEU VITAL

INTRODUCTION

La Russie occupe plus de 17 millions de kilomètres carrés, c'est-à-dire une surface double de celle des Etats-Unis. Le pays couvre 11 fuseaux horaires, soit 10000 kilomètres d'Est en Ouest : c'est un peu moins que la distance Paris-Los Angeles. La Russie est, en fait, l'Etat le plus vaste du monde...

85 pour cent du territoire russe se situe au nord du 50^{ème} parallèle. En l'absence d'influences océaniques marquées, le climat est d'une rigueur que l'on a peine à imaginer dans nos contrées : 120 jours de gel par an sur la presque totalité du territoire, des amplitudes thermiques jour/nuit pouvant atteindre les 100° Celsius...

Bien davantage qu'un élément géographique d'introduction à la Russie, ces caractéristiques physiques extrêmes sont indissociables des problèmes spécifiques à la Russie et il conviendra de toujours les conserver à l'esprit dans la suite du présent document. L'espace physique immense et les contraintes climatiques exceptionnelles forment en effet le socle structurel sur lequel s'appuie l'histoire et l'identité du pays. Ils ont toujours été à la fois des éléments de puissance et des facteurs de faiblesse.

Eléments de puissance, d'abord, lorsque les stratèges russes, jouant à la fois des distances et du froid immenses, feront plier à 150 ans d'intervalle, les deux armées les plus puissantes du moment : celle de Napoléon et celle d'Hitler.

Facteurs de faiblesse, ensuite, car les distances éloignent les hommes les uns des autres et des zones de pouvoir, nuisent à l'efficacité des sphères décisionnelles, tandis que le climat compartimente le territoire tout en gênant considérablement sa mise en valeur.

C'est dans ce contraste intense entre des avantages face à l'extérieur et des défis immenses à l'intérieur que se fonde la nature fondamentale russe et son originalité. Le socle naturel russe renferme donc, ab initio, des forces centrifuges dont les effets sont puissants et que les pouvoirs qui se sont succédés en Russie ont toujours cherché sinon à combattre, du moins à contrôler.

Ces luttes pour le maintien de l'intégrité n'ont d'ailleurs pas toujours donné les résultats escomptés : la situation actuelle de la société russe le montre clairement. Là aussi, des lignes de fracture internes se dessinent de façon inquiétante. Entre une population multi-ethnique et multi-culturelle, une démographie déséquilibrée, une crise économique lancinante, et une guerre interminable, la Russie se débat encore dans le marécage issu de l'effondrement communiste.

Dans ce contexte social et économique particulièrement difficile, la totale remise en cause de la structure politique de la Russie est évidemment un facteur aggravant. Se jouant d'une autorité lacunaire et s'appuyant sur une corruption généralisée, de nouveaux seigneurs ont émiété le pouvoir à leur profit, accentuant encore le pouvoir et les effets des forces centrifuges qui tendent à fracturer la Russie.

Lorsque Vladimir Poutine accède au pouvoir, la situation est donc, au mieux, particulièrement préoccupante. Il assure d'emblée vouloir le « renforcement de l'Etat¹ » et va engager des réformes politiques et économiques. Mais la clarté des objectifs affichés ne trouve pas toujours une traduction sur le terrain. En tous cas, elle masque imparfaitement des volontés plus intéressées.

1 - BOYER, Yves ; FACON, Isabelle (Dir.) « La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture », éd Ellipses, 2000.

Les vives tensions internationales de ces derniers mois tendent à replacer la Russie dans un rôle qu'elle souhaitait conserver : celui d'une grande puissance écoutée, sinon convoitée, d'un arbitre potentiel. Mais si les flatteries diplomatiques internationales peuvent répondre au souci d'apparence du pouvoir russe, elles n'apportent rien dans la résolution des principaux problèmes actuels de la Russie car ces problèmes sont d'origine interne...

L'existence même de la Russie passe donc par un enjeu de sécurité intérieure extraordinairement difficile à relever. Dans ce défi, elle trouvera deux alliés : une Europe balbutiante, mais à la recherche désespérée d'un équilibre face à la toute-puissance américaine et la résignation d'un peuple russe montrant, jusqu'à présent, plus d'aptitude à endurer le despotisme qu'à entreprendre l'aventure démocratique.

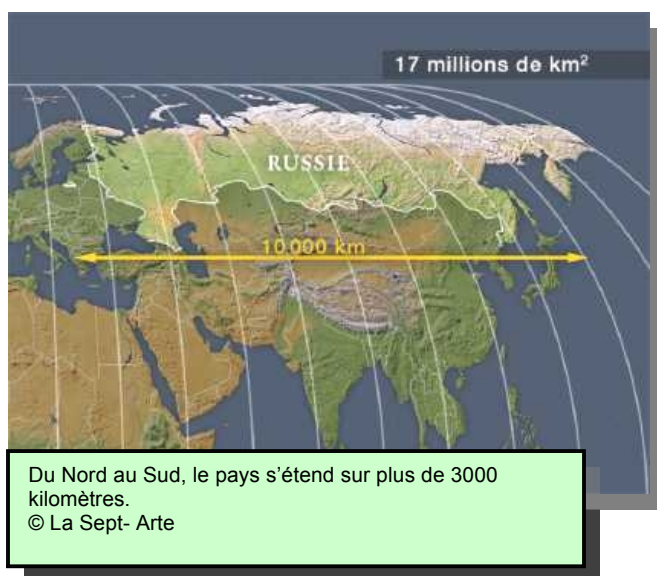
Après avoir rappelé les grandes lignes de fracture liées aux contraintes d'espace et de temps, nous évoquerons les importants déséquilibres sociaux et économiques qui viennent se calquer sur un substrat naturel déjà particulièrement difficile. Les défis politiques et militaires qui restent encore à franchir montreront clairement à quel point la situation est difficile pour une Russie qui, malgré d'indéniables points forts, peine à sortir du marasme. A tel point qu'il est légitime de se poser la question de la survie même de la Russie...



1 - L'ESPACE ET LE TEMPS

1.1 - DES CONTRAINTES PHYSIQUES CONSIDERABLES

Une nation fonde toujours son existence sur un peuple, un Etat et un pays. Si, dans le cas de la Russie, il est toujours possible de mettre en doute les deux premières conditions, la troisième ne saurait être contestée : le territoire n'est pas ce qui manque



le plus en Russie, mais il n'est pas des plus simples à contrôler².

Le problème n'est pas nouveau : tous les maîtres successifs de la Russie y ont été confrontés. La réponse est d'autant moins facile à trouver que s'ajoute le problème d'un climat extraordinairement difficile.

Au nord de la Russie, le sol est gelé en permanence (MERZLOTA). Lorsque, plus au sud, il dégèle en été, l'accumulation d'eau forme une boue épaisse (RASPOUTITSA³). De gigantesques inondations se produisent tous les ans, à cause

² La Russie est d'ailleurs difficile à définir au plan territorial. Peu nombreux sont ceux à s'y être aventurés, hormi peut-être De Gaulle lorsqu'il prononça sa célèbre formule "de l'Atlantique à l'Oural", montrant peut-être par là que ces montagnes, pourtant peu élevées, marquaient une frontière culturelle, sinon historique, de la Russie.

³ Littéralement, "le chemin qui se défait".

des fleuves qui dégèlent au Sud alors qu'ils sont toujours gelés au Nord. Les littoraux du Nord et de la mer du Japon sont pris par les glaces plusieurs mois par an.

La conjugaison de cet espace et de ce climat rend les transports particulièrement difficiles à organiser et à entretenir. Les transports routiers sont peu importants au regard des besoins à satisfaire. La navigation fluviale est surtout concentrée dans l'Ouest ; elle est principalement orientée nord/sud.

Sur le BAM⁴, un quart du matériel est hors de service et il est à voie unique en Sibérie si bien qu'il faut attendre que le train circulant dans un sens soit passé avant



d'en faire partir en sens inverse. De manière générale, les routes et le ballast sont détruits par l'alternance gel-dégel alors que l'enfouissement des oléoducs et des gazoducs s'avère très difficile.

La logique économique de ces transports n'est d'ailleurs pas garantie : ainsi, l'envoi d'un conteneur vers Moscou depuis Vladivostok coûte 1700 U.S.D par le train russe contre 1500 U.S.D par voie maritime via la Corée du sud et Rotterdam... A cause des contraintes climatiques extrêmes et des transports défectueux, la mise en valeur du gigantesque potentiel russe en ressources naturelles reste très délicate bien que les richesses soient harmonieusement réparties sur l'ensemble du territoire.

C'est ainsi que la géographie même de la Russie détermine des lignes de fracture parce qu'elle gêne à la fois le mouvement des personnes et des biens, mais aussi parce qu'elle contribue à créer et à entretenir des communautés largement isolées pour

⁴ Baïkal-Amour-Magistral. Chemin de fer « doublant » le transibérien. Achevé officiellement en 1985.

lesquelles l'éloignement et la rigueur de l'existence l'emportent sur toute considération d'appartenance à une Nation⁵.

Sans vouloir minimiser l'influence que les luttes de pouvoir moscovites peuvent avoir dans la politique russe, il n'est pas inutile de souligner l'importance extrême que la géographie tient dans les problèmes de ce pays. Comme les paramètres naturels sont bien sûr indépendants des régimes politiques, cela signifie que la Russie livre en permanence une lutte contre sa propre nature, nature qui la pousse à l'éclatement. Les vrais premières lignes de fracture de la Russie résident donc bien là et les forces centrifuges qui naissent des disparités et des éloignements doivent être évidemment pris en compte dans l'approche globale du problème entre les régions et le centre.

1.2 – LES DESEQUILIBRES DEMOGRAPHIQUES

La population de la Fédération de Russie n'est pas le peuple russe.

Pays le plus peuplé d'Europe avec quelque 145 millions d'habitants, la Russie

compte près de 30 millions de non-Russes, surtout des musulmans d'origine turque. Au total, 118 peuples différents vivent au sein de la Fédération et un grand nombre de groupes nationaux ont leur propre territoire administratif.



Fig2 : La carte des langues en Fédération de Russie. Tous les langues ne sont pas représentés.

Source: Multimedia Web Site, «The Languages of Russia»
<http://odur.let.rug.nl/~bergmann/russia/languages.htm>

⁵ Malgré la tentative précédente de tenter de créer l' "homo soviéticus". Cette observation tient essentiellement à une remarque de bon sens : l'homme doit organiser sa vie en fonction de la satisfaction de ses besoins en commençant par les plus impérieux. En d'autres termes, il est plus simple de discourir sur les grands principes de la Nation lorsque, par ailleurs, les besoins essentiels (manger, boire, dormir, pouvoir élever sa famille, ne pas mourir de froid, etc.) sont assurés...

La situation linguistique donne une bonne idée du morcellement des nationalités : en fonction des sources, on estime que 80 à 100 langues sont parlées en Russie⁶.

Des lignes de fracture se dessinent dans la répartition de la population sur le territoire russe. Si la densité approche les 25 habitants au kilomètre-carré à Moscou, elle descend au dessous de 1 habitant au kilomètre-carré dans le désert sibérien, qui représente tout de même plus de 30 pour cent de la surface totale de la Russie⁷.

Les deux effets cumulés conduisent à une situation d'invasion « douce », notamment par des peuples venus du Sud-Est. Ainsi, les 17 millions de Russes situés à l'Est du lac Baïkal sont-ils placés sous la pression d'une immigration chinoise très active⁸.

Mais le danger démographique majeur est probablement celui de la faiblesse du taux de la natalité : avec -0,6 pour cent de taux de croissance, les projections de population s'établissent à 140 millions d'habitants⁹ en Russie à l'horizon 2015. Ceci doit être mis en rapport avec la diminution de l'espérance de vie en Russie, qui est passée de 69 ans en 1960 à 66 ans¹⁰ en 2000, un fait tout à fait inhabituel dans un pays évolué. La situation est suffisamment grave pour avoir été qualifiée de « problème majeur ¹¹» par le Président Poutine.

La pyramide des âges en Russie (évaluation 01/01/1999¹²) fait apparaître la chute très importante de la natalité à partir de 1989. Au plan strictement intérieur, cette importante chute de la natalité a des conséquences directes sur les capacités de

⁶ La simple imprecision de ces informations montre à quel point la situation est confuse et peu maîtrisée.

⁷ Sources : banque mondiale. <http://econ.worldbank.org>

⁸ Sources : www.strategicsinternational.com

⁹ EBERSTADT, Nicholas, « Russie l'inévitable déclin », Futuribles n°252 Avril 2000. Egalement, Banque Mondiale, rapport 2001.

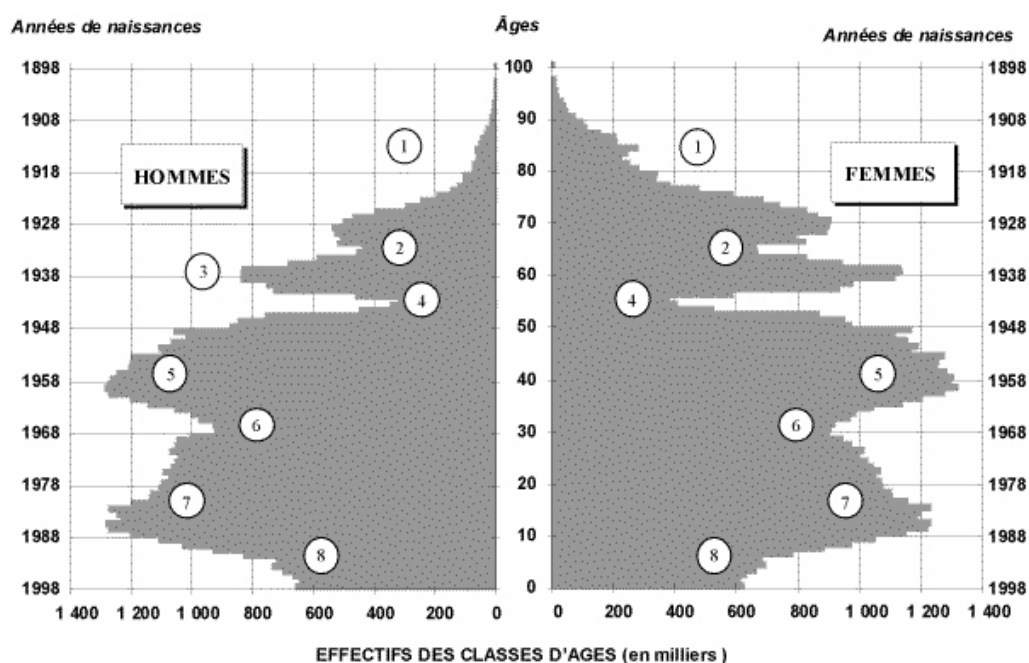
¹⁰ Sources : Agence canadienne de développement international. <http://www.acdi-cida.gc.ca>. Ce niveau est celui d'un pays comme le Paraguay ou le Mexique. Dans le même temps, le Canada, par exemple, voyait l'espérance de vie de sa population passer de 71 à 79 ans.

¹¹ EBERSTADT, Nicholas, Op. Cit

¹² Sources : <http://dmo.econ.msu.ru/demogrus/Demographie/>

renouvellement de la masse salariale et des forces armées qui drainent une part importante des classes d'âge à travers la conscription¹³. C'est donc la capacité même de la Russie à occuper sa place à l'avenir qui est remise en cause.

Face à une Chine dont on estime qu'elle aura, en dépit d'un contrôle rigoureux des naissances, 350 millions d'habitants de plus en 2040, la récession démographique russe ne peut qu'inquiéter à juste titre...



1. Déficit des naissances dû à la guerre 1914-1918 (classe creuse)
 2. Passage des classes creuses à l'âge de fécondité, la "dékoulakisation" 1928-1932, la famine de 1933
 3. Interdiction de l'avortement en 1936 et lancement de la politique nataliste.
 4. Déficit des naissances dû à la guerre 1945-1945
 5. Effet du "rattrapage" des naissances après la deuxième Guerre Mondiale
 6. Passage de la fécondité des générations en dessous de 2 enfants par femme.
 7. Effet de nouvelle politique familiale (à partir de 1983) et de la campagne anti-alcool de Gorbatchev
 8. Chute de natalité à partir de 1989
- Légende de la pyramide des âges.

¹³ Sources : « Les transformations du système éducatif de la fédération de Russie », UNESCO, décembre 2001.

Le territoire et la population russe forment un socle fragile sur lequel doit s'appuyer, malgré tout, le pays tout entier. Il est donc clair que la structure de la nation est fracturée en plusieurs endroits et à des niveaux différents.

La nature même de la nation russe recèle, on le constate, des forces centrifuges non-négligeables qu'il n'est pas possible d'ignorer car elles sous-tendent dans une grande mesure les problèmes rencontrés par ailleurs.

Sur ces éléments structurels, se calque une situation économique et sociale qui pose, elle aussi, de graves interrogations.

2 - UN CORPS ECONOMIQUE ET SOCIAL DELITE

Le propos a été martelé par tous les analystes : l'effondrement de l'U.R.S.S. a plongé le pays dans une crise d'une importance et d'une longueur sans précédent. La Russie n'a malheureusement pas pu s'appuyer sur des éléments structurels solides et garants de son intégrité car le socle, nous l'avons dit, est largement fragilisé.

Mais la profondeur du marasme ne s'explique pas seulement par les facteurs structurels de la Russie. Il convient également d'évoquer les facteurs conjoncturels qui sont, dans ce domaine, tout à fait prépondérants.

A une crise économique et sociale majeure, vient ainsi s'ajouter une corruption généralisée, à la fois cause et conséquence de la crise, et qui est une caractéristique marquante des problèmes russes.

2.1 – LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE

Pour évaluer avec justesse l'importance de la crise, il est nécessaire de la replacer dans le contexte communautaire du début des années 1990. La libération économique a été ressentie par une grande partie de la population comme une confiscation par l'oligarchie née du Parti, des richesses et de l'outil de production russe. Egor Gaïdar, un économiste qui fut ministre de l'économie et des finances entre 1991 et 1994, déclarait alors « notre capitalisme, c'est le capitalisme de la Nomenklatura... »¹⁴

¹⁴ GAIDAR, Egor, "How the Nomenklatura 'Privatized' Its Own Power," *Russian Social Science Review* 37,3 (1996): 23-34

Fin 1993, c'est environ 30 pour cent de la population russe qui vit sous le seuil de la pauvreté¹⁵. En août 1998 se produit un krach qui était dû, notamment, à l'incertitude quant aux rentrées budgétaires (la politique fiscale et son application étaient déficientes) et à l'impérieuse nécessité pour la Russie de se pourvoir en devises fortes afin de pouvoir servir les intérêts de sa dette extérieure. Cela n'a d'ailleurs pas été possible, le budget de l'Etat fonctionnant, dans sa généralité¹⁶, sur le principe des obligations (les fameux GKO¹⁷). Sous l'effet de la crise, la classe moyenne disparaît¹⁸ et les inégalités se creusent d'une façon vertigineuse¹⁹.

Le tableau en page suivante fournit les principales données permettant de comprendre les évolutions en Russie.

¹⁵ Evalué à 50 U.S.D par mois, dans un pays où les prix se sont nettement occidentalisés... Source : OCDE/statistics/prices/rates and quotes. L'ONU estimait, en 2000, que 7,2 millions d'habitants de la Fédération de Russie souffraient, d'une manière ou d'une autre, de mal-nutrition, alors qu'autant vivaient, en 1998, avec moins d'un dollar par jour (Source : www.millenniumindicators.un.org). Le Monde estime, dans son dossier Russie, que 35 pour cent de la population vit actuellement sous le seuil de la pauvreté.

¹⁶ Malgré l'existence d'une couche importante de riches et même très riches, l'impôt sur le revenu n'a constitué et ne constitue toujours qu'une faible part du budget de l'Etat. Par ailleurs, l'impôt sur les bénéfices des entreprises et de la TVA a été peu efficace car les entreprises, pour survivre à la crise, ont dû s'adapter à la rigueur de la situation financière d'une façon originale : alors que l'inflation faisait fondre leurs capitaux en circulation, elles ont drastiquement réduit leurs revenus monétaires et ont recouru au principe du troc, souvent même sans billets à ordre. Plus de deux tiers des échanges de biens et de services en Russie ne faisaient plus intervenir de l'argent... . KOLGANOV Andreï, « qui va payer les dettes de la Russie ? » (in <http://users.skynet.be/cadtm/pages/français/kolganov.htm>)

¹⁷ Bon du Trésor à court terme et à taux fixe émis par l'Etat pour financer son déficit, avec des taux réels de 60 à 75 pour cent. Ces taux ont provoqué, en 1995, une crise de liquidités, les banques plaçant leurs avoirs en GKO en asséchant le marché monétaire.

¹⁸ Il s'agit d'une constante des grandes crises économiques (1923 en Allemagne, 1929-1930 aux Etats-Unis.) car le poids de celles-ci pèse d'abord sur l'épargne. Ceci étant, la notion de "classe moyenne" peut être sujette à discussion dans une société réputée "sans classe" : il faut entendre par là la partie "moyenne" de la Nomenklatura

¹⁹ Si un ticket de bus coûte 50 Roubles (1,41 U.S.D), un repas entre 50 et 200 et si « l'indice Big Mac » (Sources : The Economist) s'établit à 1,39 U.S.D (contre 2,62 U.S.D en France), un logement de 100 m² coûte entre 3500 et 5000 U.S.D par mois à Moscou, ce qui en fait la 3^{ème} ville la plus chère du monde.

Principaux indicateurs économiques de la Russie en 1992-1999

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
PIB (variation en %)	- 14,5	- 8,7	- 12,7	- 4,1	- 3,5	0,8	- 4,6	3,2
Production industrielle (variation en %)	- 18,0	- 14,1	- 20,9	- 3,3	- 4,0	1,9	- 5,2	8,1
Production agricole (variation en %)	- 9,0	- 4,4	- 12,0	- 7,6	- 5,1	0,1	- 12,3	2,4
Ventes au détail (variation en %)	- 3,5	1,9	0,1	- 7,2	- 4,0	2,5	- 4,4	- 7,7
Taux de chômage (définition BIT, en % des actifs)	4,7	5,5	7,5	8,9	10,0	11,3	13,3	11,7
Indice des prix à la consommation (de décembre à décembre, %)	2506,1	840,0	204,4	128,6	21,8	10,9	84,5	36,4
Solde budgétaire (en % du PIB)	- 4,1	- 7,4	- 9,0	- 5,7	- 8,3	- 7,4	- 5,5	- 1,4
Exportations (en millions de dollars)	nd	nd	66 862	79 869	87 629	86 098	71.300	74 300
- vers la CEI	nd	nd	13 861	14 262	15 755	16 642	13 700	12 400
- vers le reste du monde	42376	44298	53 001	65 607	71 874	69 456	57 600	61 900
Importations (en millions de dollars)	nd	nd	38 661	46 710	46 355	52 919	43 500	41 100
- de la CEI	nd	nd	10 317	13 593	14 557	14 113	11 300	10 200
- du reste du monde	36984	26807	28 344	33 117	31 798	38 806	32 200	30 900
Balance commerciale (en millions de dollars)	nd	nd	+28201	+33159	+41274	+32657	+27800	+33200
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	nd	nd	3,4	2,3	2,8	0,7	0,9	12,0
Dette extérieure (en % du PIB)	128,2	66,9	43,3	34,7	29,1	27,5	55,1	76,0
Investissements directs étrangers nets (en millions de dollars)	1 454	1 404	640	2 016	2 479	6 639	2 761	4 300

Sources : BERD ; Commission économique pour l'Europe (ONU) ; Office des statistiques de la Fédération de Russie.

Certes, la Russie affiche pour la troisième année consécutive de bons indicateurs économiques. En 2001, la hausse de 5 pour cent du P.I.B. s'ajoute à une croissance de 3,8 pour cent de la production industrielle et le Rouble semble relativement stabilisé. L'inflation reste cependant soutenue et les prévisions en la matière ont du être revues à la hausse²⁰.

L'embellie semble par ailleurs relativement fragile : la baisse du chômage à 8,9 pour cent²¹ ne traduit pas la précarité extrême de ces multitudes de « petits boulots » que les Russes doivent exercer de façon cumulée pour pouvoir vivre. Les exportations, en augmentation, concernent principalement les produits bruts, le véritable fond de commerce russe, et l'entrée des devises reste donc essentiellement attachée au cours du baril, dont on sait tout le caractère « volatil ». En tout état de cause, le volume des importations de produits manufacturés, même ceux de première nécessité, ne cesse d'augmenter, ce qui démontre que l'outil industriel russe ne fonctionne pas, ou du moins, traduit son obsolescence.

2.2 – LA CORRUPTION ET LES PROBLEMES D'ENVIRONNEMENT

A une situation économique et sociale à tout le moins préoccupante s'ajoute une crise sociale dont les racines plongent dans une corruption dont la généralisation est patente. Il ne faut d'ailleurs pas croire que ce mal est nouveau en Russie, qu'il aurait été apporté par la fin du communisme. Les trafic d'influences dans la perspective

²⁰ www.lemonde.fr/abonnés/dossiers/russie

²¹ Ce chiffre pourrait être comparé avec le taux de chômage actuellement constatés en France, mais la comparaison brute ne peut rendre compte du chômage caché que les chiffres ne traduisent pas en Russie.

d'obtenir mieux ou plus étaient, c'est un lieu commun de le rappeler, le quotidien de la vie d'une part importante de la Nomenklatura²².

La nouveauté ne se situe donc pas dans l'existence de la corruption en Russie, mais bien davantage dans l'intensité avec laquelle elle reigné dans toutes les couches d'une population d'autant plus portée sur cette pratique qu'elle reste l'un des seuls moyens de « s'en sortir » en Russie²³. L'argument, avancé par certains spécialistes, qui consiste à vouloir faire la différence entre le « système D » et la corruption ne manque pas de surprendre. Le débrouillard russe appliquerait ainsi des principes vertueux, en tous les cas légaux ? D'une manière ou d'une autre, le « système D » cherche à contourner des difficultés pour obtenir un avantage qui ne pourrait être atteint autrement : s'il ne participe donc pas pleinement à la corruption, du moins la met-il pleinement en lumière, en particulier lorsque ce « système D » est généralisé.

Le corps social se fracturant, le crime organisé est particulièrement présent et l'économie souterraine est toute puissante²⁴. L'insécurité et les réseaux mafieux, dont on estime qu'ils sont nés des réseaux de type Brejneviens, infestent tous les domaines de la vie économique et politique²⁵.

La fuite des capitaux, dans un but d'évasion fiscale ou de blanchiment, reste très importante. La Banque de France²⁶ estime à plus de 11 milliards de francs les sommes qui ont été transférées de Russie en France durant la seule année 1999. Le Conseil de

²² La toute première étape de l'ascension sociale dans l'U.R.S.S. était l'obtention de la carte de membre du Parti communiste.

²³ Le rapport récemment rendu public par le Centre des études de lutte contre la corruption montre l'étendue du problème. Il en ressort que Moscou n'a pas, comme certains pouvaient le penser, le monopole de la corruption généralisée. Les études laissent entendre que la corruption coûterait au moins 520 milliards de Roubles par an, ce qui représente presque un quart du budget annuel de l'Etat. De façon très préoccupante, le rapport montre également que la corruption fait intimement partie de la vie russe et les récentes lois votées par la Douma pour lutter contre ce fléau risquent fort de prendre du temps à s'imposer. Source : Rossiyskaya Gazeta, Moscou, 05/12/02, pages 1, 8.

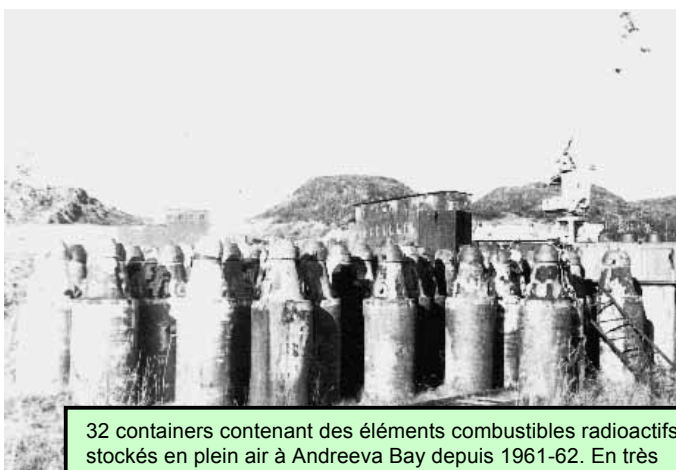
²⁴ Il faut également évoquer une politique fiscale aberrante qui réduit les rentrées d'argent dans les caisses de l'Etat. BLANC, Hélène ; LESNIK, Renata "Le mal Russe. Du chaos à l'espoir".Ed. l'archipel, 2000.

²⁵ Les réseaux mafieux et la corruption représenteraient plus de 30 pour cent de l'économie Russe. FAVAREL-GARRIGUE, Gilles, "La corruption en Russie", la documentation Française, 21 janvier 2000.

²⁶ Source : Banque de France/Bilans et faits économiques 1999.

l'Europe restait, dans un rapport récent, très critique sur la situation criminalisée qu'il constatait en Russie²⁷.

La protection sociale, autrefois fleuron du communisme triomphant, est, c'est la moins que l'on puisse dire, le parent pauvre d'un système encore en proie à des difficultés gigantesques. L'article 41 de la Constitution Russe affirme que « *Chacun a droit à la protection de la santé et à l'assistance médicale. L'assistance médicale dans les établissements médicaux d'Etat et municipaux est dispensée gratuitement aux citoyens sur le compte des moyens budgétaires correspondants, des cotisations d'assurance et des autres ressources* ». Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres car les moyens n'y sont tout simplement pas. Les financements de la Banque mondiale visent à couvrir les problèmes d'urgence du type endémique (SIDA ou Tuberculose, dont la réapparition fait l'objet d'une poussée vigoureuse ces dernières années), mais ne peut évidemment pas pallier à un système profondément déséquilibré²⁸.



32 containers contenant des éléments combustibles radioactifs, stockés en plein air à Andreeva Bay depuis 1961-62. En très mauvaises conditions, ils ont contaminé toute la zone. Ces images, comme beaucoup d'autres de ce genre, ont été largement médiatisées depuis la chute du communisme. Sources : fondation Bellona pour l'environnement, Norvège.

A la frontière entre l'histoire industrielle du pays et l'inconscience criminelle d'une politique de développement effrénée, il faut aussi mentionner la situation écologique souvent préoccupante, parfois dramatique. Les décharges nucléaires de Mourmansk ont été largement

²⁷ Source : Conseil de l'Europe/Affaires juridiques/rapport de janvier 2001. « Les années qui ont suivi immédiatement l'effondrement du régime soviétique ont vu croître la criminalité qui, aujourd'hui encore, représente un défi énorme pour les autorités chargées de l'application de la loi. Le crime organisé représente une menace réelle. La détection et la répression de la criminalité économique et de la corruption (souvent associées au processus de privatisation), qu'elles soient le fait de groupes criminels organisés ou d'individus isolés, a constitué une priorité importante pour les autorités responsables de l'application de la loi. On affirme que, ces quatre dernières années, la criminalité économique a augmenté de 25% » http://www.coe.int/T/F/Affaires_juridiques.

²⁸ Sources : <http://www.obcebdh.be/export/centre-information/publications/revues-ce>

médiatisées, mais elles ne sont pas les seules. En moyenne Volga, par exemple, d'immenses conglomérats chimiques rejettent, sans aucun contrôle, d'impressionnantes quantités de gaz et de déchets toxiques qui viennent ajouter aux nombreux problèmes ambiants. La pollution n'est pas limitée aux zones ouest du pays, mais elle est davantage remarquée et médiatisée²⁹. Dans ce domaine également, les fractures sont patentes entre une classe aisée et les plus laborieux qui doivent habiter et travailler dans des zones hautement contaminées. Sauf à recourir à des financements occidentaux, il n'est pas possible de disposer des importants crédits que la situation imposerait pourtant. Le FEM (Fonds pour l'environnement mondial) estime ainsi être à l'origine, grâce à ses actions d'investissement, d'une réduction de 90% de la consommation de dérivés fluorocarbonnés en Russie³⁰.

La situation reste, sur ce front, cependant particulièrement préoccupante lorsqu'on sait qu'Evgueni Adamov a obtenu que l'interdiction d'importer des déchets nucléaires étrangers pour les stocker et les enfouir soit levée. La transaction possible affichée par le pouvoir russe est « Vingt mille tonnes de déchets nucléaires étrangers en échange de 20 milliards de dollars ». A l'évidence, ce n'est pas avec des politiques de ce genre que la situation de l'environnement³¹ en Russie peut s'améliorer...

²⁹ MELIS, Nathalie, « Comment la Russie devient la poubelle nucléaire du monde », Le Monde Diplomatique, février 2002, Page 20 et 21.

³⁰ Source : http://www.gefweb.org/Outreach/Media/Press_Releases/Ozone_Protection_Week.

La situation économique et sociale de la Russie est encore problématique. Même si des progrès indéniables ont été accomplis durant les dernières années et que les chiffres montrent une embellie qui semble devoir durer quelques temps, il convient de conserver à l'esprit les problèmes considérables auxquels la Russie doit faire face dans ces domaines. A cet égard, la rationalisation économique et la recherche de la montée sociale de la population restent un objectif majeur. Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) publié en mars 2001, la Russie reste un pays où « les relations économiques de marché ne se sont pas encore développées ». Le non-paiement des impôts³², la fuite des capitaux, le système de protection sociale extrêmement faible, le système bancaire inadéquat, l'économie informelle très développée et la corruption généralisée « rendent difficile l'exploitation des avantages inhérents à la Russie : l'existence de ressources naturelles combinée à un potentiel humain développé »³³.

Dernier volet nécessaire à l'existence d'une Nation, l'Etat n'est pas le moindre des problèmes en Russie. Dans ce pays immense, la manière avec laquelle sont gérées les relations entre le centre et les entités est particulièrement révélatrice de la perception qu'ont les Russes de leurs problèmes et des moyens de parvenir à les régler.

³¹ Ni d'ailleurs les problèmes de corruption ! Source : Le monde diplomatique, février 2002.

³² L'impôt sur le revenu ne dépasse pas 13 pour cent et ne dispose pas d'un barème progressif.

³³ Source : Bilan du Monde 08/05/02

3 - DES DEFIS POLITIQUES ET MILITAIRES

3.1 – UNE STRUCTURE POLITIQUE COMPLEXE

La Russie est une fédération qui comprend 89 « entités », hétérogènes tant dans leur superficie que dans leur importance démographique ou économique.

En Russie d'Europe, 15 entités regroupent 45 pour cent de la population totale. Six entités, situées en Sibérie, occupent 47 pour cent du territoire. La Fédération comprend 21 républiques autonomes, comme la Yakoutie-Sakka ou la Carélie, 10 districts autonomes qui portent les noms des peuples sibériens (notamment les Nenets, les Tchouktches ou les Evenks). La région du Borobiddjan est supposée être une région autonome des Juifs.

La Fédération Russe est également composée de 6 territoires, 49 régions et deux entités administratives spéciales : Moscou et Saint-Petersbourg.

Les différences « statutaires » entre ces six groupes différents d'entités existent, même si théoriquement les pouvoirs sont équivalents.

- a) Le statut de l'unité constituante est fixé par la Constitution de la Fédération de Russie et aussi, en ce qui concerne les républiques, par leur propre Constitution, et pour les autres unités, par leur Charte (Constitution).
- b) Une zone autonome peut faire partie d'un territoire ou d'une région.
- c) Une loi fédérale en rapport avec un oblast (« région ») autonome ou un okrug (« district ») autonome peut être adoptée à l'initiative des organismes législatifs ou exécutifs.

3.2 – LA CRISE DU POUVOIR CENTRAL

Pendant les années 1990, l'autonomie des provinces n'a cessé de croître et de s'affirmer³⁴. Depuis 1993, les républiques autonomes peuvent se doter d'une constitution³⁵ et d'un président. A partir de 1996, les gouverneurs ou les présidents régionaux sont élus au suffrage universel, ce qui leur confère une grande légitimité vis-à-vis de Moscou.

Il faut ajouter que les budgets accordés par l'Etat central ne permettent pas aux administrations régionales d'appliquer les directives du centre ; l'autonomie grandissante des provinces est donc plus une nécessité qu'un véritable choix politique.

Le cas de la Kalmoukie est significatif. Son président élu, Kirsan Llioumjnov, un jeune homme d'affaire millionnaire, a suivi un programme « original » qui s'affranchissait parfois des règles édictées par la constitution de sa république³⁶. Il a fait ainsi suspendre les activités des partis politiques et interdire les journaux. Il a également battu sa propre monnaie. La Kamoukie bénéficie d'un statut particulier off-shore³⁷, (plus de 500 entreprises russes y sont installées) et elle dispose d'importantes richesses (caviar, pétrole et gaz, notamment). Au bord de la mer Caspienne, la Kamoukie est donc un enjeu stratégique important pour Moscou qui, souhaitant éviter l'exacerbation du sentiment séparatiste des régions, n'intervient pas...

En 1991, le Tatarstan et la Tchétchénie avaient refusé de ratifier le traité de la Fédération. Le Tatarstan, à l'image de la Kamoukie, va négocier son niveau d'autonomie. On sait que cette méthode « douce » ne va pas être appliquée lors de la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie. En septembre 1999, la guerre vise à

³⁴ C'est le fameux « mot » de Boris Eltsine en août 1990 aux sujets de la fédération les invitant à prendre « autant de souveraineté qu'elles peuvent en avaler ». Sources : FACON Isabelle, Politique régionale pour la Russie, www.frstrategie.org/barreFRS/publications/archives et NIES Suzane, Fédéralisme et faiblesse des structures étatiques en Russie, L'Europe en formation n°312, printemps 1999.

³⁵ Les autres entités disposent de statuts et de législations (Cf. ci-dessus).

³⁶ Sources : reporter sans frontières

³⁷ Sources : http://www.bok.net/balkans/presse_balkans/rapport99_rsf_russie.html

empêcher toute contagion séparatiste et est une mise en garde pour tous les sujets dont les velléités d'indépendance seraient trop affirmées. La négociation est utilisée avec certaines autres provinces : ainsi en est-il avec le Tatarstan, le Bachkhortostan, la République des Komis ou la Yakoutie. Bien sûr, ces négociations s'appuient sur un échange, généralement lié à des richesses naturelles dans les régions. La Russie devient donc une fédération à géométrie variable dans laquelle les provinces riches ont davantage d'autonomie que les provinces pauvres...

Le pouvoir central s'affaiblit. Ne contrôlant plus toutes les ressources du pays, il ne peut plus assurer correctement sa fonction de régulateur entre les provinces. Des écarts se creusent alors entre les régions riches et les régions pauvres. Durant la crise de 1998, beaucoup de Gouverneurs ont d'ailleurs unilatéralement fermé les frontières de leur région afin de ne pas être placés dans la situation de manquer de produits alimentaires pour leur population³⁸.

Le pouvoir central s'affaiblit également à cause des relations que les provinces entretiennent parfois directement avec les pays étrangers. Dans la région de Magadan, l'or est exploité par une société russo-canadienne. Le Japon soutient financièrement l'extraction du pétrole et du gaz autour des Iles Sakhalines. En Yakoutie, l'exploitation des diamants est réalisée en commun avec le sud-africain De Beers. La Chine, on l'a dit, est dynamique dans la zone sud-est et fournit un grand nombre de travailleurs et de produits agricoles. Enfin, dans les régions plus occidentales, de grands groupes pétroliers occidentaux sont présents dans les opérations d'exploitation, de raffinage et de transport du pétrole et du gaz.

³⁸ Le 22 septembre, les Izvestia ont rapporté que de nombreux gouverneurs de régions avaient interdit l'exportation de nourriture vers d'autres régions. Selon le Ministre des Finances, Mikhaïl Zadornov, plus de 60 régions auraient procédé de leur propre autorité de façon identique. Sources : <http://www.u-paris10.fr/bdic>

3.3. – LA REPRISE EN MAIN DE POUTINE

Il faut tout de même relativiser cette perte de contrôle du centre : la majorité des régions reste très dépendante de Moscou. 72 des 89 entités régionales recevaient en 1999 davantage de subventions de l'Etat qu'elles ne contribuaient elles-mêmes au budget national. En outre, le président Vladimir Poutine a, dès son arrivée au pouvoir, établi sept ensembles régionaux³⁹ couvrant les 89 entités de la Fédération⁴⁰. Ces ensembles régionaux sont placés sous la coupe de « super-préfets », nommés par le Président de la Fédération et qui doivent lui rendre compte directement.

Ils sont chargés d'y coordonner le travail de toutes les administrations fédérales (ministère de l'intérieur, service de la sécurité fédérale, mais aussi les autres structures fiscales, sociales, administratives...) et ont, en outre, le pouvoir (et le devoir...) de soumettre, pour annulation ou pour confirmation, au Président de la Fédération les actes que les autorités fédérées prennent. Leurs contre-seings doivent être apposés sur tous les actes des fédérés⁴¹.

Intermédiaires obligatoires entre les fédérés et le Président de la Fédération, ils sont chargés en outre d'afficher la volonté de reprise en main du pouvoir central. C'est à ce propos que la « verticalité du pouvoir » est évoquée⁴². D'ailleurs, la lecture des états de service des premiers nommés ne laisse que peu de doute sur la nature de l'intention : deux sont des personnalités issues des autorités civiles, les 5 autres sont des généraux issus du Service fédéral de sécurité (FSB), de l'armée et des forces du Ministère de l'intérieur.

³⁹ Extrême-orient, Sibérie, Oural, Volga, Nord-Ouest, Centre, Nord-Caucase.

⁴⁰ En fait, ces représentants du pouvoir central dans les régions avaient été mis en place par Boris Eltsine quelques années auparavant. Mais ils ne disposaient d'aucun pouvoir : « ils ne pouvaient pas influencer sur la politique des cadres et contrôler les mouvements financiers. Ils étaient le plus souvent à la solde du gouverneur et la fonction perdait tout son sens. » In Journal Vremia Novosti du 15/05/00.

⁴¹ Il faut dire que la situation n'était guère brillante. Selon l'ancien procureur général Iouri Skouratov, 70 pour cent de la législation des régions ne correspondait pas aux termes de la législation fédérale.

⁴² Izvestia du 15 et du 18/05/00 : « le but est de rétablir la verticale du pouvoir en limitant l'autonomie des dirigeants nationaux et en réduisant le nombre de sujets de la Fédération »

De manière surprenante, cette réforme est accueillie avec une sympathie à peu près générale : le Président du Tatarstan, M. Mintimer Chaïmiev fait valoir que la création de ces entités fédérales et la nomination à leur tête de représentants du Président de la Fédération permettra une meilleure application des pouvoirs constitutionnels du chef de l'Etat russe. Youri Loukouchev déclare également à cette époque que la réforme lui semblait nécessaire⁴³. Il faudrait donc croire qu'elle répondait à un véritable besoin... Si l'on ne peut pas exclure une manifestation du souci vertueux de replacer la Nation au centre de leurs préoccupations, l'accord des autorités locales, face à cette reprise en main du centre, est probablement davantage liée à un mélange de deux paramètres : la peur et le désir de paraître un bon élève et de pouvoir en retirer des bénéfices, d'une part, et la recherche d'une certaine stabilité, indispensable à tout « business », même celui de la mafia, d'autre part. Il faut ajouter que Vladimir Poutine n'a pas cherché, dans sa réforme, à bouleverser totalement l'équilibre issu de la constitution de 1993 car cette opération aurait été tout à la fois longue et dangereuse⁴⁴.

Le principe est bien ici de maîtriser le processus de fragmentation de la société politique russe. Plus précisément, il semble que quatre buts essentiels aient guidé cette réforme. Le premier était de mettre les législations régionales en accord avec la législation fédérale, le deuxième était de pouvoir coordonner les actions, dans les régions, des structures fédérales, le troisième a été l'opportunité de faire une nouvelle répartition des pouvoirs entre entités, régions et Etat fédéral, le quatrième consistait vraisemblablement à tenter d'attirer les investissements hors de Moscou et de Saint-Petersbourg à la faveur d'une remise en règle des structures économiques et politiques⁴⁵.

Cette reprise en main s'accompagne d'une mise en place, à des postes clés, de nombreux anciens officiers du FSB, comme cela a été le cas pour certains généraux gouverneurs. La biographie et les actes de Vladimir Poutine ne laissent d'ailleurs que

⁴³ Quelques personnalités, comme le Président d'Ingouchie, Rouslan Aouchev, ou le Gouverneur de Kemerovo, ont tout de même fait part de leurs réserves.

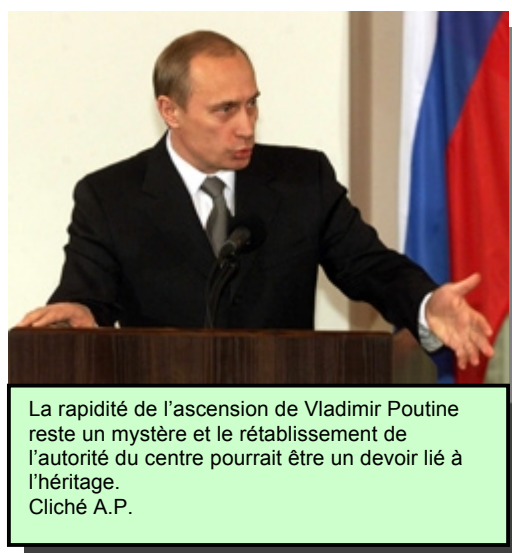
⁴⁴ GAZIER, Anne, « La mise au pas des régions Russes, la réforme institutionnelle de Vladimir Poutine », Le courrier des pays de l'Est, n°1015, mai 2001.

⁴⁵ Source : Dr Nikolai Petrov, conférence donnée le 5/12/02 au Carnegie Endowment for international peace.

peu de doute sur sa détermination à imposer l'ex-KGB comme l'armature, désormais officielle, de la Russie⁴⁶.

Simultanément, on constate la ré-apparition de la censure qui se fait régulièrement plus pressante. Le pouvoir central cherche à contrôler, sinon à maîtriser, les sources d'information qui s'étaient établies en Russie à la faveur des événements⁴⁷.

L'action générale du Président Russe peut probablement être éclairée sous un autre angle en considérant les conditions de son accession au pouvoir. L'idée que Vladimir Poutine aurait été imposé par Boris Eltsine et ses alliés afin de pouvoir protéger et conserver leurs acquis est en effet communément admise par les spécialistes de la Russie⁴⁸. En admettant que le nouvel homme fort ne se soit pas encore émancipé de cet héritage lourd à porter, il est possible de considérer l'action de reprise en main des régions comme une manifestation de cette mission. L'oligarchie moscovite de l'ex-pouvoir aurait en effet probablement vu une grosse partie de sa richesse et de son influence fondre si l'autonomie des régions avait pu s'accroître encore. La thèse selon laquelle la reprise



La rapidité de l'ascension de Vladimir Poutine reste un mystère et le rétablissement de l'autorité du centre pourrait être un devoir lié à l'héritage.
Cliché A.P.

⁴⁶ BLANC hélène et LESNIK Renata, Op. Cit

⁴⁷ « L'Etat poursuit méthodiquement sa politique de reprise en main des grands médias privés russes, au travers des compagnies énergétiques. En 2001, le Kremlin a pris le contrôle de la seule chaîne privée d'audience nationale, NTV, à travers la compagnie d'Etat Gazprom et, dans la foulée, celui de la chaîne de télévision semi-publique ORT, qui disposait de la plus forte audience sur tout le territoire de la Fédération de Russie. ORT, qui s'était montrée particulièrement critique envers le président Poutine au moment de l'affaire du sous-marin Koursk, a ainsi rejoint la chaîne publique RTR, sous tutelle complète de l'Etat. Cette volonté de maîtriser le secteur de l'information s'est poursuivie en 2002, avec la remise en cause de l'indépendance de la radio Ekho Moskvyy et l'alliance forcée des journalistes de TV6 avec des proches du Kremlin. » Sources : reporter sans frontières du 10/02/03. www.rsf.org

⁴⁸ FACON Isabelle, Op. Cit. Page 69. C'est également la thèse défendue par Pierre LORRAIN dans son livre « la mystérieuse ascension de Vladimir Poutine ». Certains auteurs estiment même qu'il est possible que la deuxième guerre de Tchétchénie ait été provoquée pour donner une crédibilité de présidentiable à Vladimir Poutine, jusque là ignoré du plus grand nombre. L'intrusion de combattants tchétchènes au Daghestan et les attentats terroristes en Russie ayant justifié l'intervention russe seraient, en fait, à mettre au « crédit » du FSB et du GRU, cette thèse étant soutenue par les Tchétchènes eux-mêmes. BLANC, Hélène ; LESNIK, Renata, Op. Cit, page 394

en main des sujets de la Fédération fasse partie de la « feuille de route » léguée à Vladimir Poutine, même si elle doit nécessairement être nuancée, reste malgré tout à considérer.

3.4 – LA DIFFICILE APPLICATION DES REFORMES

Le bilan des réformes poursuivies par Vladimir Poutine se traduit, pour nombre d'observateurs, par l'opposition « politisation contre démocratisation ». Deux ans après le début des réformes, seuls les forces de sécurité et le Président lui-même n'ont pas subi d'attrition dans leurs pouvoirs. Tous les autres acteurs politiques ou les institutions se sont affaiblis⁴⁹.

Si les réformes ont donc très clairement opéré un ré-équilibre du pouvoir au profit du centre⁵⁰, elles ont également eu un effet certain sur la répartition des propriétés et des crédits. La répartition des sources fiscales a ainsi été modifiée afin de réduire la part des sujets de la Fédération au profit du centre⁵¹.

Parallèlement, certains représentants plénipotentiaires cherchent à étendre leurs domaines de compétence, visiblement encouragés en cela par Moscou. Dans certains cas, il est même légitime de s'interroger sur l'espace d'initiative qui pourrait rester aux régions tant la compétence du district fédéral s'est étendue⁵². Confortant cette évolution, les transformations de la société économique russe génèrent des phénomènes de concentration des sociétés. Les grands groupes industriels et

⁴⁹ Un sondage paru en mai 2001 montrait que seulement 10 Gouverneurs d'entités étaient cités parmi les politiciens les plus influents. Les autres étaient issus de la mouvance présidentielle. Source : Ponars Policy memo n°241, Nikolai Petrov, Carnegie Moscow Center, december 2001.

⁵⁰ « L'un des axes de la réforme visait à priver les dirigeants régionaux de leur immunité parlementaire en les soumettant au principe d' « ingérence fédérale », qui permet au président de les destituer. Cette mesure, qui instaure un lien de dépendance, cherche à dissuader les plus rétifs de manifester une trop grande indépendance. » LAPINA, Natalia, « les dirigeants régionaux et le pouvoir fédéral, une suite de compromis », les courriers de pays de l'Est, mai 2001.

⁵¹ Adoption par le Parlement de la deuxième partie du Code fiscal (été 2000) et vote du budget 2001.

⁵² Certains Gouverneurs de districts « prétendent aussi gérer les flux budgétaires dans les régions et élaborent leurs propres programmes de développement socio-économique » LAPINA, Natalia. Op. Cit.

commerciaux qui apparaissent sont nécessairement supra-régionaux et échappent donc à l'autorité régionale.

Il est intéressant de noter que les dirigeants régionaux, qui avaient conquis lors de la période précédente d'importants pouvoirs et une grande autonomie, ne se sont pas opposé de façon radicale à ces réformes qui remettaient pourtant en cause une partie significative de leurs acquis. Il a déjà été évoqué, ci-dessus, le sentiment d'utilité de cette réforme dans un contexte qui était devenu impropre au bon déroulement des affaires. Il faut aussi ajouter que les dirigeants régionaux ne disposaient ni de partis forts sur lesquels ils pouvaient s'appuyer, ni d'une vue commune qui aurait permis aux régions d'opposer un front uni aux actions du centre. En outre, la culture soviétique, imprégnée de crainte du fort et de servilité, est encore très forte chez ces dirigeants issus, pour la grande majorité, de la nomenklatura de l'ex-U.R.S.S. Enfin, les menaces à peine voilées de Moscou ont achevé de convaincre les plus récalcitrants qu'il convenait d'être prudent⁵³...

La prudence n'excluait pas, cependant, la manœuvre. C'est ainsi que les régions puissantes, comme le Tatarstan, sachant que Moscou n'avait pas nécessairement les moyens de sa politique de fermeté, ont préféré engager des négociations avec lui. Certaines ne sont pas encore terminées, ce qui montre la "bonne volonté" que les négociateurs y placent. Ne pouvant, ou ne voulant, s'opposer trop frontalement aux réformes, les gouverneurs de certaines régions cherchent ainsi à faire traîner en longueur leurs mises en application... Avec un certain succès, il faut le reconnaître.

⁵³ A ce sujet, lire les déclarations de A. Kotenkov devant la Douma. « Le représentant du Président avait en effet déclaré que si les chefs des exécutifs régionaux étaient privés de leur immunité, seize d'entre-eux pourraient bien se retrouver derrière les barreaux. Or, le mandat de maints gouverneurs devait être renouvelé à partir de l'automne 2000. Déjà absorbés par leur campagne électorale, ces hommes comprenaient qu'il serait dangereux d'entrer en conflit avec le centre » Natalia Lapina. Op. Cit

3.5 – LE DEFI MILITAIRE

Essentielles dans un pays à forte tradition militaire comme la Russie, l'armée et les structures militaires ont subi depuis l'effondrement du régime communiste, une véritable descente aux enfers. Auparavant objet de toutes les attentions, bénéficiant de toutes les priorités⁵⁴, les armées russes ont du s'adapter dans des conditions peu enviables.

Les armées ne recevant plus de subsides du centre, se sont parfois « régionalisées » car les moyens de subsistance ne pouvaient provenir que du sujet fédéré... Dans de nombreux cas, le changement des priorités s'est donc naturellement opéré selon le principe du « qui paye commande⁵⁵ ».

L'affaiblissement des structures de soutien, l'effondrement des commandes d'Etat, ont provoqué une chute considérable des disponibilités opérationnelles. Selon les estimations⁵⁶, 90 à 95 pour cent du parc des avions de combat est cloué au sol pour manque de pièces et les images des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins



Troupes russes en Tchétchénie, août 1999

(SNLE) en état de vétusté avancée ont été largement médiatisées, en particulier à l'occasion du drame du Koursk.

La principale victime de la dégénérescence de la structure militaire est le corps social militaire

⁵⁴ Selon les sources (CIA book, Jane's world facts 95, Le monde dossiers et documents 2000, L'année stratégique 1999, IRIS), le secteur militaro-industriel bénéficiait probablement de 20 à 30 pour cent du P.I.B. Dans les années 90, alors que les chutes de commandes de matériel militaire oscillaient autour de 40 pour cent dans les pays Européens, le chiffre relatif est resté stable en Russie. Récemment, encore, Vladimir Poutine regrettait que le Budget de la défense absorbait 35 pour cent du budget de l'Etat.

⁵⁵ Qui débouche sur l'inverse, d'ailleurs...

⁵⁶ Source ; Jane's. annual report 2001 .

lui-même. Du statut de héros choyés, les militaires passent à celui de parasites inutiles et coûteux. Forte théoriquement de 1,2 million d'hommes, l'armée russe connaît donc d'immenses difficultés et les coupes claires qui affectent ses budgets l'ont acculé à une misère qu'elle ne peut désormais plus cacher. Il est vrai que le système de la conscription est encore en vigueur en Russie et que les armées doivent faire avec ce qu'elles récupèrent dans la société⁵⁷. Le taux d'insoumission est en augmentation constante alors que les brimades, les sévices et les délits sont le lot quotidien d'une armée en pleine décrépitude.

Le sentiment qui prévaut est celui d'une prise en « otage » des militaires dans les batailles politiques. Le décret visant à professionnaliser les armées, qui date de 1996, reste illusoire dans la mesure où aucun moyen n'est affecté à sa mise en application. En outre, les armées ont dû supporter des revers importants qui jettent sur elles un discrédit évident : Ce fut d'abord l'échec en Afghanistan. C'est ensuite cette interminable guerre en Tchétchénie, qui a été officiellement à l'origine d'une purge du haut commandement et où la légitimité de l'action des armées se pose : puisqu'il s'agit d'un conflit « intérieur » à la Fédération, c'est un problème qui regarde les forces de sécurité intérieure, et non l'armée⁵⁸.

Quoiqu'il en soit, le conflit affecte toute la région au nord du Caucase. Tandis que les opérations militaires (bombardements aériens au Sud – y compris en Georgie... - tirs d'artillerie, « ratissages » de la population mâle de 14 à 60 ans dans les villages) se poursuivent à huis clos, les 300 000 Tchétchénes réfugiés dans l'Ingouchie voisine passent leur quatrième hiver sous la tente ou dans des bâtiments désaffectés aux conditions sanitaires « indécentes » selon l'ONG Médecins sans frontières⁵⁹. La situation s'est brusquement tendue au cours du premier semestre 2002, lorsque les

⁵⁷ Serguei Ivanov, ministre russe de la défense a récemment déploré l'état de santé et le niveau d'éducation des appelés russes, affirmant « qu'un appelé russe sur vingt a un penchant pour le suicide » (source : Kommersant-Vlast, 12 novembre 2002). Plus de 25 pour cent des appelés arrivent dans les armées avec un niveau de santé affaibli, un appelé sur dix a un poids inférieur à la norme. Dix pour cent des appelés sont sous la surveillance des forces de l'ordre, alors que près de 15 pour cent consomment systématiquement de l'alcool et des drogues. (source AFP 13 novembre 2002)

⁵⁸ Il convient d'ajouter les « fiascos » dont les armées ont été plus ou moins rendues coupables : la faillite du Pacte de Varsovie, l'échec face à l'OTAN, le retrait d'Europe centrale et d'Allemagne de l'est et la non-réponse face à l'IDS, puis la NMD, américaines.

⁵⁹ Source : Bilan du monde 08/05/02.

propos russes envers la Géorgie se sont faits beaucoup plus menaçants. La mise en place, en urgence, d'« instructeurs » américains en Géorgie (sous couvert d'entraîner l'armée nationale à lutter contre le terrorisme) n'est probablement pas étrangère à la



Prise d'otages par un commando tchétchène au théâtre de Moscou DOUBROVKA le 25 octobre 2002. L'attaque au gaz par les forces spéciales russes a fait de très nombreux morts parmi les otages.

chute dans le niveau de la menace Russe. En tout état de cause, les dernières attaques terroristes à Moscou tendent à montrer que le problème Tchétchène n'est pas encore proche d'un règlement...

Au plan opérationnel, il ne faut cependant pas se tromper : la Russie conserve

aujourd'hui encore d'importantes capacités, notamment dans le domaine nucléaire stratégique. Il faut aussi souligner, une fois encore, la place prépondérante prise par les forces de sécurité intérieures, sous l'impulsion de Vladimir Poutine qui est un « pur-produit » de l'ex-KGB⁶⁰. De façon symétrique, la place de l'armée russe dans les priorités de l'Etat diminue ce qui contribue naturellement à augmenter le malaise, même si une procédure d'optimisation et de rationalisation est perceptible au sein des forces armées.

Il reste que le pouvoir central a largement montré que les armées n'étaient plus considérées comme une priorité puisque le Concept de sécurité de 2000 affirme que la préférence est donnée, pour la prévention des conflits, aux actions politiques, diplomatiques, économique et autres moyens non militaires. Or, l'armée, au-delà d'un élément majeur de la sécurité d'un Etat, est à la fois une marque de l'unité de la nation

60 «La Russie est un pays où la moitié de la société civile porte un uniforme militaire», ironisait Oleg Mironov lors d'un congrès civique fin 2001. Il est très clair que la militarisation et la policisation sont en marche forcée depuis des années. Le rôle des forces de sécurité prend de plus en plus d'importance et le domaine de responsabilité s'accroît sans cesse.

et un élément démonstratif de la puissance d'un Etat. En affaiblissant les armées, il est clair que c'est l'autorité et la notion d'Etat toute entière qui se trouvent touchées⁶¹.

Il reste que Vladimir Poutine semble, à travers les réformes des forces armées, chercher à imposer une « politique d'Etat unique en matière de sauvegarde de la sécurité militaire »⁶². Cette recherche de stabilité et de centralisation montre bien, par effet de contraste, tout le danger qu'il y avait pour la Fédération de Russie, à laisser diverger les sujets sur leur chemin d'autonomie... Dessinant auparavant des lignes de fracture, à l'origine parfois de forces centrifuges importantes par leur ancrage aux autorités locales, les armées redeviennent l'expression de l'unité nationale. Cela reste cependant, pour l'essentiel, un vœu plus qu'une réalité pour l'instant tant les difficultés pour y parvenir sont grandes. Mais la volonté est là, car elle sert les intérêts du pouvoir central.

⁶¹ Il n'est pas anodin que l'une des premières actions de la communauté internationale (pays donateurs) en Afghanistan ait consisté à mettre en place une armée nationale, entraînée et correctement équipée. Au-delà d'un élément de sécurité important dans ce pays, c'est clairement la marque constitutive d'un Etat (la capacité à la maîtrise de son espace et la capacité à son auto-défense) que l'on souhaitait établir. S'y ajoute, dans le cas de l'Afghanistan, le caractère multi-ethnique de l'armée sensée, par conséquent, être l'armée de tous les Afghans...

⁶² FACON, Isabelle, « la nouvelle doctrine militaire russe », in *Annuaire des relations internationales*, volume 2, Ed Bruylant, 2001.

CONCLUSION

Les défis auxquels sont confrontés la Russie sont immenses. La nature même de ce pays recèle d'importantes lignes de fracture et des forces centrifuges qui font sentir des effets puissants. Parmi les problèmes les plus sensibles que la Russie doit affronter, les conditions naturelles et démographiques sont probablement les plus difficiles à résoudre car ils touchent au socle sur lequel se construit une nation. De plus, ils sont affectés d'importantes constantes de temps ; redresser un déséquilibre démographique prend 80 ans, quelle que soit l'énergie que l'on mette à la résolution de ce problème.

Sur une base problématique, les dirigeants ont pour l'instant davantage cherché à diviser pour mieux régner et à réaliser un profit maximum sur les débris de l'U.R.S.S. Ces apprentis-sorciers, dominés par leur souhait de rester accrochés au pouvoir, se sont trouvés face à une nation décomposée.

Trouver la juste mesure, la bonne position du curseur, entre centralisation et autonomie, entre politisation et démocratie, est certainement l'un des défis majeurs pour la Russie car les actions doivent viser autant les problèmes structurels déjà évoqués que les aspects conjoncturels dans la mesure où ils leurs sont directement liés. La maîtrise des très nombreuses lignes de fractures internes et des intenses forces centrifuges est assurément un enjeu vital pour la Russie car il met directement sa survie et son existence en cause.

L'enjeu est également pour l'Europe, et la période troublée que le monde traverse le montre clairement. Au-delà d'un partenaire stable, apte aux relations économiques normales, l'Europe a certainement besoin de la Russie dans sa quête à l'affirmation stratégique face aux Etats-Unis d'Amérique. Le pari n'est pas simple à emporter car la

Russie avait misé sur une liaison privilégiée avec les Etats-Unis après le 11 septembre 2001.

On peut également se demander si la Russie ne cherche pas à se “recentrer” sur sa zone occidentale, proche des sources d’appui et de soutien dont elle a besoin pour évoluer et pour progresser. Finalement, Vladivostock est bien loin et les espaces immenses qui fragmentent la Fédération sont bien difficiles à maîtriser.

Finalement, la véritable question est celle de l’aptitude des Russes à la démocratie⁶³. Ce pays peut-il vivre dans un Etat de droit ou bien, a t-il dépassé une dimension, géographique, historique ou sociale critique qui lui impose sinon une dictature, du moins un régime autoritaire ? La dictature n’est-elle pas, en définitive, le seul moyen efficace, pour la Russie, d’éviter une explosion ?



⁶³ Un rapport d’enquête basé sur une étude couvrant les périodes allant de 1996 à 2000 démontre que le soutien de la population en faveur des institutions et des processus démocratiques s’affaiblit. L’un des éléments les plus révélateurs est l’attitude affichée vis-à-vis des élections, sans doute l’une des institutions démocratiques les plus importantes jamais introduites en Russie post-soviétique. La majorité des interrogés défendaient qu’il était préférable de se passer d’élection multipartites si les dirigeants ne parvenaient pas à résoudre les problèmes (50,8 pour cent en 2000, 45,7 pour cent en 1996 et 44,1 pour cent en 1998). Davantage encore s’accordaient pour dire qu’il serait préférable d’interdire tous les partis politiques (54,7 pour cent en 2000, 49,1 pour cent en 1996 et 51,6 en 1998). Source : Ponars Policy memo n°241, Nikolai Petrov, Carnegie Moscow Center, december 2001.

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS PRIMAIRES

- « Constitution de la Fédération de Russie », Texte approuvé par référendum du 12 décembre 1993
- « Concept de sécurité nationale de la Fédération de Russie », Décret présidentiel n°24, 10 janvier 2000.

OUVRAGES

- BLANC, Hélène ; LESNIK, Renata, « Le mal Russe. Du chaos à l'espoir », Ed. l'Archipel, 2000.
- BOYER, Yves ; FACON, Isabelle (Dir.) « La politique de sécurité de la Russie. Entre continuité et rupture », éd Ellipses, 2000.
- ECKERT, Denis ; KOLOSSOV, Vladimir, « La Russie », Ed. Flammarion, 2001
- FAVAREL-GARRIGUES, Gilles « La corruption en Russie », Ed. la documentation française, PPS n°833, janvier 2000, série Russie.
- GAIDAR, Egor, "How the Nomenklatura 'Privatized' Its Own Power," Russian Social Science Review 37,3 (1996)
- TINGUY, Anne de ; SOKOLOFF, Georges « La Russie après Poutine », Politique étrangère, septembre 2001.
- VERLUISE, Pierre, « Le nouvel emprunt russe », Edition O.média, 1996

PERIODIQUES

- CEDUCEE, « La Russie de Poutine », Courrier des pays de l'Est, n°1004, avril 2000, Ed. documentation française.
- CHAPPAZ, Séverine ; HUCHOT, Lucie, « Oural, un territoire en quête de limites », in Regard sur l'Est, numéro 26, mai, juin 2001.
- EBERSTADT, Nicholas, « Russie l'inévitable déclin », Futuribles n°252 Avril 2000
- FACON, Isabelle, « Analyses. Les perspectives de la réforme militaire dans la Russie de Poutine », Défense (IHEDN), n°91, janvier 2001.
- FACON, Isabelle, « La nouvelle doctrine militaire russe et l'avenir des relations entre la Russie et l'Occident », in Annuaire français de relations internationales, 2001, volume 2, Ed. Bruylant, Bruxelles
- FACON, Isabelle, « La réforme. Enjeux et obstacles », in Courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.
- FACON, Isabelle, « Les relations civilo-militaires dans la Russie de Poutine : le facteur international », in Cahier de Mars, N°173, 2ème trimestre 2002.
- GAZIER, Anne, « La mise au pas des régions Russes, la réforme institutionnelle de Vladimir Poutine », Courriers des pays de l'Est, n°1015, mai 2001, Ed. documentation française.
- GLOAGUEN, Cyrille, « Russie : l'armée en mutation », in Courrier des pays de l'Est, n°1022, février 2002.
- LAPINA Natalia, « les dirigeants régionaux et le pouvoir fédéral, une suite de compromis », Courriers de pays de l'Est, n°1015, mai 2001, Ed. documentation française
- MELIS, Nathalie, « Comment la Russie devient la poubelle nucléaire du monde », Le Monde diplomatique, février 2002.

- NIES, Suzane, « Fédéralisme et faiblesse des structures étatiques en Russie »
L'Europe en formation n°312, printemps 1999
- PETROV, Dr. Nikolai V., « Implications for Security, Civilians and the State »,
Program at the Carnegie Endowment, december 2002.
- PETROV, Nikolai, « Politization versus Democratization : 20 months of
Putin's federal reform », PONARS Policy Memo N°241, décembre 2001.
- RUCKER, Laurent, « Poutine, deux ans après, quel bilan ? », CEDUCEE, avril
2002, www.diploweb.com

ARTICLES DE PRESSE

- FACON Isabelle, « Quelle Russie en 2001 », publié sur www.diploweb.com
- JIRNOV, Sergueï, « Mobilisation selon Poutine »,
www.members.fortunecity.com/lubianka.
- KOLGANOV, Andreï, « Qui va payer les dettes de la Russie ? »,
www.users.skynet.be/cadm/pages/francais/kolganov.htm
- Quotidiens utilisés dans le cadre de la rédaction du mémoire :
 - VREMIA NOVOSTEÏ
 - NEZAVISSIMAYA GAZETA
 - KOMMERSANT
 - IZVESTIA
 - ROSSIYSKAYA GAZETA, MOSCOU
 - SAINT PETERSBURG TIMES

DOSSIERS DIVERS

- Le Monde « Bilan du monde 2001 »
- Banque de France, Bilans et faits économiques 1999
- OCDE, « Fédération de Russie : la crise sociale », 2001.
- Atlas des Guerres 2000, IRIS
- Atlas des relations internationales, DUNOD

SOURCES INTERNET

- AFP / www.afp.com
- Ambassade de France en Russie / www.ambafrance.ru/
- Banque de France / www.banque-france.fr
- Banque mondiale / www.worldbank.org
- Conseil de l'Europe / www.coe.fr
- Fond monétaire international / www.imf.org
- Jane's intelligence review / www.janes.com
- Le Monde / www.lemonde.fr
- Le monde diplomatique / www.monde-diplomatique.fr
- Ministère des affaires étrangères / www.france.diplomatie.fr
- OCDE / www.ocde.org
- ONU / www.un.org
- Reporters sans frontières / www.rsf.fr

- UNESCO / www.unesco.org
- Russian Observer / www.russianobserver.com
- Russia Today / www.europeaninternet.com/russia
- The Moscow Times / www.themoscowtimes.com